

Collège Barthélémy- Nangis

Motion adoptée à l'unanimité

Motion sur la situation nationale et locale du service public éducatif

Le Conseil d'Administration du collège René Barthelemy de Nangis tient à souligner la dégradation générale et les mauvaises conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire. La suppression de près de 100 000 postes dans l'Education Nationale depuis 2002 est la première cause de cette rentrée difficile. L'école publique et laïque est une cible évidente de cette politique comptable néfaste. En cette rentrée 2011, alors que les effectifs sont en hausse partout, c'est encore 14 000 postes que le gouvernement a supprimés et ce mouvement de hausse des effectifs va se poursuivre dans les années à venir. Ces choix désastreux sont confirmés par la discussion budgétaire actuelle au Parlement. Dans le département de Seine et Marne, en cette rentrée 2011, c'est plus de 2500 élèves supplémentaires qui ont fait leur entrée dans le secondaire. Ces suppressions de postes sont en partie compensées par un recours de plus en plus massif à des contractuels non formés et mal payés. Les élèves sont les premières victimes de cette logique tandis que le statut des enseignants est mis à mal par une précarisation évidente de la profession. Les jeunes collègues stagiaires continuent à être placés devant leur classe, démunis et sans véritable formation pédagogique.

Les personnels non enseignants sont également touchés par cette politique comptable. Au collège, nous n'avons toujours pas de COP (conseiller d'orientation psychologue) titulaire et nous avons dû terminer l'année dernière sans infirmière scolaire ! Nous n'avons pas non plus de médecin scolaire et l'infirmière que nous avons depuis le mois de septembre doit partager son service sur plusieurs autres établissements. L'infirmerie n'est donc pas ouverte de manière continue, ce qui laisse le soin à la vie scolaire de gérer dans l'urgence des situations de crise pour lesquelles elle n'est pas formée et qui ne relèvent pas de sa mission. De même, la non-reconduction des CUI (contrats uniques d'insertion) dans tous les collèges et lycées de France plonge dans la difficulté économique et sociale des centaines de personnes et va entraîner, au collège de Nangis, une surcharge de travail pour l'administration. Le conseil d'administration déplore ces choix.

C'est une même logique qui touche donc toutes les catégories de personnels. L'école de la République est en train d'être sérieusement abîmée par cette politique à courte vue que notre CA condamne. Nous appelons l'Etat à faire d'autres choix pour que l'Education Nationale ne soit plus sacrifiée sous prétexte de faire des économies budgétaires. C'est l'avenir de milliers de jeunes, tant au niveau national que local, qui est en jeu.